

Francophonies d'Amérique

Pierrick Labbé, « L'Union fait la force ! » : l'Union Saint-Joseph d'Ottawa / du Canada, 1863-1920, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2012, 196 p.

Marcel Lajeunesse

Engagement social et communautés d'allégeance
Numéro 36, automne 2013

URI : id.erudit.org/iderudit/1029386ar

DOI : [10.7202/1029386ar](https://doi.org/10.7202/1029386ar)

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Les Presses de l'Université d'Ottawa et Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN 1183-2487 (imprimé)
1710-1158 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lajeunesse, M. (2013). Pierrick Labbé, « L'Union fait la force ! » : l'Union Saint-Joseph d'Ottawa / du Canada, 1863-1920, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2012, 196 p. *Francophonies d'Amérique*, (36), 184–186.
doi:10.7202/1029386ar

Tous droits réservés © Francophonies d'Amérique, 2015

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne. [<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>]



Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche. www.erudit.org

Pierrick Labbé, « *L'Union fait la force!* » : *L'Union Saint-Joseph d'Ottawa/du Canada, 1863-1920*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2012, 196 p.

L'auteur, Pierrick Labbé, doctorant en histoire à l'Université d'Ottawa, nous présente dans ce livre l'évolution d'une société de secours mutuel. Cette étude de cas permet d'appréhender le phénomène de la mutualité chez les Canadiens français de la seconde moitié du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle. L'Union Saint-Joseph d'Ottawa fut l'une des rares sociétés de secours mutuel à survivre à la crise du modèle au tournant du XX^e siècle, et ce n'est que récemment, en février 2012, que l'Union du Canada, héritière de l'Union Saint-Joseph, faisait faillite.

La décennie 1850 vit naître plusieurs Unions Saint-Joseph à la suite de celle de Montréal, créée en 1851. Celle d'Ottawa est née en 1863 en suivant l'exemple de celle de L'Industrie (Joliette), elle-même créée en 1861, d'où venaient les deux membres fondateurs de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa, Léonard Desmarais et Jean-Baptiste Champoux, tous deux cordonniers installés depuis peu à Ottawa. L'émergence de ces sociétés de secours mutuel fut rendue possible par la loi votée par le Parlement du Canada-Uni en 1850 « pour incorporer certaines associations charitables, philanthropiques et de prévoyance, et pour protéger d'une manière efficace les fonds desdites associations contre la fraude et le mauvais emploi qu'on en pourrait faire » (p. 20).

En 1863, l'Union Saint-Joseph d'Ottawa n'était que l'une des nombreuses associations de prévoyance à voir le jour dans la communauté canadienne-française du Canada et des États-Unis. Une société de secours mutuel s'imposait à cette époque pour assurer un minimum de prévoyance aux travailleurs en milieu urbain. Elle comblait aussi un besoin de solidarité et de sociabilité. Elle avait l'avantage d'aborder la pauvreté d'une manière différente de la charité. En raison des cotisations de ses membres, les montants reçus pour cause de mortalité ou de maladie relevaient du droit et non de l'aumône.

Les débuts de l'Union Saint-Joseph d'Ottawa furent lents : 43 membres lors de son incorporation en 1864, 78 en 1865, puis 310 en 1870. Le droit d'admission était d'un dollar. L'Union rassemble des ouvriers, des hommes de métier, des journaliers et des petits commerçants. L'admission se fait par cooptation.

La première génération des mutuelles s'apparentait davantage à la bienfaisance qu'à l'assurance. Graduellement, l'identité nationale devint le principal lien d'appartenance des membres de l'association. L'Union Saint-Joseph d'Ottawa, comme celles créées en milieu minoritaire, servirent d'outils de survivance. Le mouvement mutualiste prit forme à l'extérieur des structures cléricales et ce n'est qu'à partir des années 1890, sous l'inspiration notamment des encycliques sociales de Léon XIII, qu'il se greffe au réseau institutionnel catholique dirigé par une petite élite laïque. À partir de 1893, l'Union Saint-Joseph accepte des membres des professions libérales.

L'Union Saint-Joseph se développa en dépit de la multiplication des associations de prévoyance à Ottawa : la Société Saint-Pierre, l'Union Saint-Thomas, la Société Saint-Antoine de Padoue, l'Union Saint-Jean-Baptiste. De 264 membres en 1880, l'Union Saint-Joseph en rassemble 551 en 1885, 794 en 1888, 1153 en 1895 et 1447 en 1897. L'Union Saint-Joseph profite beaucoup de l'augmentation de la population canadienne-française à Ottawa (le tiers des 21 000 habitants en 1870 et des 37 000 en 1890), de l'engouement des Canadiens français pour la mutualité et l'amélioration des conditions économiques dans la décennie 1880.

La décennie 1890 fut une période de transition. L'Union Saint-Joseph évolue vers une administration assurée par des gens compétents. Cela est rendu nécessaire par une loi ontarienne de 1892 qui reconnaissait les contrats d'assurance des sociétés de secours mutuel au même titre que ceux des compagnies privées. Un rapport publié annuellement est exigé. On adopte le mode actuariel en établissant le calcul des risques sur une base individuelle, abolissant le paiement d'une somme fixe lors du décès. On s'éloigne ainsi de l'idéal de partage et d'entraide, et l'Union Saint-Joseph s'apparente de plus en plus à une compagnie d'assurance à caractère national basée sur la doctrine sociale de l'Église et le nationalisme canadien-français. De plus, l'adoption du Règlement XVII en Ontario en 1912 a pour effet d'augmenter la ferveur nationaliste de l'Union Saint-Joseph.

Au tournant du xx^e siècle, l'Union Saint-Joseph manifesta sa volonté de s'établir dans les paroisses francophones de l'archidiocèse d'Ottawa, puis d'élargir cette implantation à l'Ontario français, au Québec et au Nouveau-Brunswick. En 1903, elle comptait 7540 membres répartis dans 177 succursales. Après 1908, nous constatons un développement du côté des Franco-Américains. À cette époque, l'Union Saint-Joseph

d'Ottawa, devenue en 1905 l'Union Saint-Joseph du Canada, avait comme concurrentes deux mutuelles québécoises, l'Alliance nationale, qui comptait 19 647 membres en 1907, et la Société des artisans, qui dénombrait 31 263 membres en 1906.

L'aspect social de la mutualité, forgé en réaction à l'industrialisation et à l'urbanisation, constituait le moteur de la participation jusqu'au début du xx^e siècle. En 1910, cette réalité n'existait plus. La gestion de l'Union Saint-Joseph sur des principes actuariels a mécontenté et démotivé un grand nombre de membres.

La période 1863-1920 constitue donc une époque intéressante pour étudier une série de bouleversements du mouvement mutualiste, surtout dans une ville comme Ottawa, entraînés par des déplacements de population, par la multiplication de l'offre de prévoyance, par l'adoption d'une nouvelle conception de la mutualité. En cinquante-cinq ans, l'Union Saint-Joseph d'Ottawa/du Canada était passée d'une petite société de secours mutuel locale, financièrement instable, à une grande société fonctionnant selon des normes actuarielles inspirées des compagnies d'assurance.

Ce livre a l'avantage d'être l'un des très rares cas d'étude d'une société de secours mutuel dans le milieu canadien-français. Le fait d'être d'Ottawa, en milieu minoritaire, lui donne une coloration particulière, influencée par la situation sociopolitique des Canadiens français de cette ville. L'auteur a produit une étude passionnante et bien documentée. Elle l'aurait été sans doute davantage si l'archevêché d'Ottawa et l'Union du Canada n'avaient pas refusé l'accès à leurs archives à son auteur.

Marcel Lajeunesse

École de bibliothéconomie et des sciences de l'information

Université de Montréal

Geoffrey Ewen et Colin M. Coates (dir.), *Introduction aux études canadiennes : histoires, identités, cultures*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2012, 336 p.

Sous la direction de Geoffrey Ewen et Colin M. Coates, le recueil *Introduction aux études canadiennes : histoires, identités, cultures* répond à un besoin de manuels francophones pour les étudiants en études canadiennes. Si les manuels anglophones sont de bonne qualité, peu d'entre eux offrent une perspective souhaitée du fait français au Canada